Note d’information sur la situation économique nationale

 au troisième trimestre 2014

### L’arrêté des comptes nationaux fait ressortir une croissance de l’économie nationale de 2,9% au troisième trimestre 2014, au lieu de 4,1% durant le même trimestre de 2013. Cette évolution est le résultat d’une hausse des activités non agricoles de 3,7% et de la baisse de l’activité agricole de 1,6%. La croissance économique continue d’être tirée par la demande intérieure, avec cependant un ralentissement du rythme d’augmentation, aussi bien de la consommation finale nationale que de l’investissement. Le besoin de financement de l’économie, de son côté, a enregistré un net recul dans un contexte qui continue, par ailleurs, à être marqué par une faible inflation.

### Une croissance économique soutenue par les activités non agricoles

La **valeur ajoutée du secteur primaire** en volume**,** corrigée des variations saisonnières**,** a enregistré un fléchissement de 1,3% en volume au cours du troisième trimestre de l’année 2014, au lieu de la forte croissance de 18,4% réalisée durant la même période en 2013. Cette évolution s’explique par une baisse de l’activité de l’agriculture de 1,6% au lieu d’une hausse de 18,7% une année auparavant et par une augmentation de celle de la pêche de 3,5% au lieu de 14,5%.

**La valeur ajoutée du secteur secondaire,** en revanche**,** a réalisé une augmentation de 4,7% au lieu de 0,1% durant le troisième trimestre de l’année précédente. Cette amélioration est le résultat de l’accroissement des valeurs ajoutées des activités :

* de l’industrie d’extraction de 20,6% au lieu d’une baisse 2,9% ;
* des industries de transformation de 3% au lieu d’une baisse 0,7%;
* de l’électricité et eau de 2,1% au lieu 1,7%;
* du bâtiment et travaux publics de 0,5% au lieu de 3,8%.

**Le secteur tertiaire**, de son côté, a affiché une croissance de 3,2% au lieu de 2,1% le même trimestre de l’année 2013. Toutes les composantes du secteur ont dégagé des croissances positives :

* les postes et télécommunications de 6,5% au lieu de 1,4%;
* les services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale de 5,2% au lieu de 3,4%;
* le transport de 3,2% au lieu de 3,3%;
* les services rendus aux ménages et aux entreprises de 3,2% au lieu de 1,4%;
* les services rendus par l’administration publique générale et sécurité sociale de 2% au lieu de 1,7%;
* le commerce à 1,7% au lieu de 1%;
* les services financiers et assurances de 1,3% au lieu d’une baisse de 0,4%;
* les hôtels et restaurants de 0,5%, nettement en retrait par rapport à 3,2% un an auparavant.

La **valeur ajoutée globale** réalisée par l’ensemble des activités économiques a ainsi marqué une augmentation de 2,9% au lieu de 3,8% le troisième trimestre de l’année 2013.

Au total, le **Produit Intérieur Brut (PIB)** en volume s’est accru de 2,9% durant le troisième trimestre 2014, au lieu de 4,1% une année auparavant, et ce, compte tenu de l’augmentation de 2,6% des impôts sur les produits nets des subventions au lieu de 6,8%. Le PIB aux prix courants a progressé de 3,4%, dégageant ainsi un **niveau général des prix** en hausse de 0,5%.

**Les emplois du PIB**

La **demande intérieure** s’est accrue de 2,1% au troisième trimestre 2014 au lieu de 3,3% la même période de l’année 2013, portant sa contribution à la croissance à 2,4 points au lieu de 4,6 points. Dans ce cadre, les **dépenses de consommation finale des ménages** se sont accrues de 2,1% au lieu de 3,2%, contribuant de 1,3 point à la croissance au lieu de 2 points. La **consommation finale des Administrations Publiques** a enregistré une hausse de 2,9% au lieu de 3,4%, avec une contribution à la croissance de 0,6 point au lieu de 0,7 point. **L’investissement brut** (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a connu une hausse de 1,6% au lieu de 3,5% la même période de l’année passée, avec une contribution à la croissance de 0,5 point au lieu de 1,9 point.

Les échanges extérieurs ont connu une amélioration au troisième trimestre 2013, dans un contexte d’augmentation de 2,8% des exportations au lieu de 3% et des importations de 0,9% au lieu de 3,2%. La demande extérieure a ainsi amélioré sa contribution à la croissance, passant à 0,5 point au lieu d’une contribution négative de 0,5 point le même trimestre de l’année passée.

Atténuation du besoin de financement de l’économie

Aux prix courants, avec la hausse du PIB de 3,4% au lieu de 4,1% et la baisse de 2.5% des revenus nets reçus du reste du monde au lieu d’une hausse de 28,9%, le revenu national brut disponible a connu une progression de 3,1% au lieu de 5,2% durant le troisième trimestre de l’année 2013.

Avec une consommation finale nationale en valeur en progression de 2,5% au lieu de 4,8 %, l’épargne nationale a atteint 25,7% du PIB au lieu de 25,4%.

L’investissement brut ayant représenté 30,7% du PIB au lieu de 34,1% la même période de l’année précédente, le besoin de financement de l’économie nationale s’est réduit, passant de 8,7% du PIB à 5%.

En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du troisième trimestre 2014.

|  |
| --- |
|  |